

Nouveau blocus autochtone en forêt

La Tuque exige de Québec un règlement immédiat du conflit

La Tuque, le 5 décembre 2023 – Un nouveau blocus Atikamekw a pris forme dans la nuit de dimanche à lundi au km 104 de la route forestière 25 (RO-461) à La Tuque, près de la communauté de Wemotaci. Aussitôt informé de la situation, le maire Luc Martel a multiplié lundi et mardi, les appels téléphoniques aux dirigeants du Conseil de la Nation Atikamekw, du Conseil des Atikamekw de Wemotaci et du gouvernement du Québec, afin de les presser de mettre fin à ce blocus rapidement.

Le fait de bloquer l'accès à la forêt aux entrepreneurs forestiers et miniers, ainsi qu'aux représentants municipaux est inacceptable aux yeux de l'équipe municipale, qui invite les partis à privilégier la voie de la négociation et à ne pas prendre en otage l'économie latuquoise encore une fois.

Au début de l'année, La Tuque a subi un blocus routier autochtone initié par les mêmes individus qui s'est étiré dans le temps, entraînant avec lui des pertes de plusieurs millions de dollars et des mises à pied. Le milieu latuquois refuse de revivre le même scénario encore une fois et craint que la situation dégénère en crise économique et sociale. La Tuque exige du gouvernement du Québec qu'il règle ce conflit immédiatement, car c'est lui qui possède les compétences et les outils pour mettre fin à ce conflit.

Jumelé aux conséquences des feux de forêt qui ont perturbé grandement leurs opérations estivales, la situation actuelle pourrait s'avérer catastrophique pour certaines entreprises latuquoises. C'est d'ailleurs ironiquement le bois brûlé qui doit être récolté rapidement, que le blocus actuel empêche de livrer dans les usines. Plusieurs entrepreneurs qui ont vécu un été difficile financièrement ont besoin de la période hivernale pour survivre. C'est en leur nom que la Ville de La Tuque a multiplié les actions au cours des dernières heures, afin d'éviter que les esprits s'échauffent en forêt.

En entrevue à la radio locale, l'instigateur du blocus a clairement indiqué qu'il était en guerre contre le milieu latuquois et qu'il ne reconnaissait aucun pouvoir décisionnel sur ses terres ancestrales aux dirigeants du Conseil de la Nation Atikamekw, du Conseil des Atikamekw de Wemotaci et de la Ville de La Tuque. Il se dit prêt à paralyser les opérations forestières et minières partout en forêt, de Wemotaci jusqu'à Clova, ce qui aura des conséquences importantes pour la communauté de Parent, un secteur de la Ville de La Tuque. La municipalité demande au gouvernement du Québec de clairement établir son autorité dans ce dossier et de prendre les moyens nécessaires pour que ces individus se plient aux règles de la vie en société.

La Tuque n'est pas certaine que Québec comprend l'ampleur de la situation, c'est pourquoi elle demande que des représentants décisionnels du gouvernement se déplacent en Haute-Mauricie dès maintenant pour gérer cette crise et mettre fin au blocus.

La Ville de La Tuque déplore aussi le fait qu'elle reçoit très peu d'informations sur les enjeux autochtones qui sont discutés entre le gouvernement et les Atikamekw en ce moment, ce qui crée beaucoup d'incertitude parmi les acteurs économiques et représente un frein à son développement économique. Le blocus actuel n'est qu'une preuve de plus, que les moyens de la municipalité sont très limités pour faire valoir ses droits, alors que son avenir économique est en jeu.

En ajoutant à cela tous les enjeux liés au Régime forestier du Québec, il y a beaucoup plus de questions que de réponses actuellement en matière de développement économique pour les régions ressources, ce qui inquiètent grandement les dirigeants de la Ville de La Tuque. Les élus latuquois songent d'ailleurs à réclamer eux aussi des compensations financières au gouvernement du Québec, si des projets économiques importants pour la région sont abandonnés en raison de cette incertitude liée aux revendications autochtones qui dure depuis trop longtemps.

CITATION

« On ne peut pas tolérer que des individus qui n'ont même pas l'appui des communautés Atikamekw mettent en péril nos entreprises forestières, l'exploration minière et nos pourvoiries, en plus de nuire à nos opérations municipales. Il va falloir que quelqu'un au gouvernement mette son pied à terre et mette un frein à cela pour de bon. Nous sommes contents que les négociations entre les Atikamekw et le gouvernement du Québec avancent bien. On se réjouit pour nos amis Atikamekw, car ça fait trop longtemps que le gouvernement traîne sur ce dossier. Par contre, on n'a pas à subir les contrecoups de cette négociation. On dirait que personne ne se préoccupe de nous au gouvernement. On devrait être traités davantage en partenaires dans ce processus de réconciliation, ce qui n'est pas le cas présentement. »

- *Luc Martel, maire de La Tuque*

-30-

Source :
Hélène Langlais, chef de service aux communications
Ville de La Tuque
819 523-8200, poste 2112
hlanglais@ville.latuque.qc.ca